

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 72 (1980)
Heft: 1

Artikel: L'écart ne cesse de se creuser
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385988>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'écart ne cesse de se creuser

Dans les pays les moins développés, les besoins essentiels de la plupart des gens ne sont pas encore satisfaits, tant s'en faut. Les progrès sont même si lents qu'il ne sera certainement pas possible de les satisfaire dans des délais raisonnables.

Telle est l'inquiétante conclusion qui se dégage d'une nouvelle étude que le Bureau international du travail (BIT) a consacrée à 135 pays*.

Par besoins essentiels, il faut entendre un certain minimum en matière de consommation d'aliments, de logement, de santé, d'hygiène, d'instruction et de participation, que le BIT s'attache depuis 1976 à promouvoir au même titre que l'emploi et la croissance économique.

Ce nouveau rapport du BIT révèle qu'en matière de satisfaction de ces besoins, on était encore loin du compte, dans les pays les moins développés, aux alentours de 1975. En effet, la consommation d'aliments n'y équivalait en moyenne qu'à 2190 calories et 56 grammes de protéines par jour; l'état de santé laissait à désirer, l'espérance de vie n'était que de 54 ans, la mortalité infantile atteignait 124 pour 1000 (soit sept fois plus que dans les pays développés) et il n'y avait que 21 médecins pour 100 000 habitants, c'est-à-dire dix fois moins que dans les pays développés. En 1975, 68 % seulement des enfants fréquentaient l'école primaire.

Des hauts et des bas

Dans tous les domaines, sauf celui de la consommation de protéines, qui est en baisse, une certaine amélioration se manifeste depuis 1960. Les progrès ont cependant été plus lents dans les pays peu développés que dans les autres en ce qui concerne le revenu par habitant, la consommation d'aliments et le nombre de médecins rapporté à celui des malades. Dans tous ces secteurs, le fossé entre les nantis et les déshérités n'a fait que se creuser davantage; il ne s'est quelque peu comblé qu'en matière d'alphabétisation et d'espérance de vie.

Les progrès accomplis pour répondre aux besoins essentiels ont été bien plus rapides dans les pays semi-développés, c'est-à-dire ceux de l'Europe méridionale et quelques «champions» tels que le Brésil, le Mexique et Singapour, où la progression a été plus rapide même que dans les pays développés. La seule exception à la règle nous est fournie par la consommation d'aliments, qui a augmenté plus vite dans les pays nantis, ce qui, si l'on considère les problèmes que soulèvent l'obésité et les maladies cardiaques, n'est pas nécessairement un bienfait.

Les auteurs du rapport se sont efforcés de déceler les facteurs pouvant expliquer les différences de degré, entre pays en développement, dans la satisfaction des besoins essentiels. Certains obstacles semblent freiner le progrès. Ainsi, ils ont relevé que les pays à forte poussée démographique tendaient à rester à la traîne, mais cette situation est certainement la conséquence, et non la cause, de la pauvreté. Ceux qui sont davantage tributaires de leurs exportations de matières premières ne se portaient pas mieux, du fait même peut-être que ce commerce détourne leur économie de la satisfaction des besoins de leurs propres populations ou que les termes internationaux de l'échange sont défavorables aux pays pauvres. L'augmentation des revenus moyens est, de toute évidence, le principal facteur d'amélioration en matière de satisfaction des besoins essentiels. Pourtant, certains pays jouissant de revenus relativement élevés n'étaient pas très bien placés à cet égard. Il en allait ainsi des grands producteurs de pétrole ainsi que des pays les moins développés d'Amérique latine.

Patienter encore n'arrangerait rien

Parmi les pays les plus pauvres, certains au contraire se sont comportés mieux que le niveau de leur revenu n'aurait pu le laisser supposer. Les pays d'Asie, par exemple, ont enregistré des succès inespérés dans le domaine de l'alphabétisation et celui des soins de santé. Qui plus est, il semble bien que le niveau atteint par le revenu dans tel ou tel pays n'ait guère d'incidence dans le cas de ce besoin essentiel qu'est la participation, si difficile à mesurer.

Ce nouveau rapport confirme que si la croissance économique joue un rôle important dans la satisfaction des besoins essentiels de l'homme, ce rôle n'est cependant pas déterminant, car la question est bien plus complexe. Les pays pauvres pourront, à condition de choisir judicieusement leurs priorités, réaliser des progrès et parvenir sans tarder à répondre à des besoins tels que la santé, l'instruction et la participation. Pour agir, ils n'ont nulle raison d'attendre la réalisation de leur «décollage économique».

* M. Hopkins, G. Sheehan: Basic needs performance. Etude du Programme mondial de l'emploi, BIT, Genève, 1979 (en anglais seulement). Prix: 17.50 fr.